GRANDLYON
communauté urbaine

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL DE COMMUNAUTE**

Séance du **28 juin 2010**

Délibération n° 2010-1569

commission principale : finances, institutions et ressources

commission (s) consultée (s) pour avis :

commune (s) :

objet : Exercice 2010 - Décisions modificatives - Tous budgets

service : Délégation générale aux ressources - Direction des finances - Service de la prévision budgétaire

Rapporteur : Monsieur Darne

Président : Monsieur Gérard Collomb

Nombre de conseillers en exercice au jour de la séance : 155

Date de convocation du Conseil : 18 juin 2010

Secrétaire élu : Monsieur Marc Augoyard

Compte-rendu affiché le : 30 juin 2010

Présents : MM. Collomb, Bret, Darne J., Reppelin, Da Passano, Mme Elmalan, M. Buna, Mme Guillemot, MM. Charrier, Daclin, Calvel, Mme Vullien, MM. Kimelfeld, Crimier, Philip, Abadie, Arrue, Mmes Besson, David M., MM. Barge, Passi, Brachet, Charles, Colin, Barral, Desseigne, Mme Dognin-Sauze, M. Crédoz, Mme Gelas, MM. Claisse, Bernard R, Bouju, Vesco, Mme Frih, MM. Rivalta, Assi, Mme Ait-Maten, MM. Albrand, Appell, Ariagno, Augoyard, Mme Bargoin, MM. Barret, Barthelémy, Mmes Baume, Bocquet, Bonniel-Chalier, MM. Bousson, Broliquier, Buffet, Mmes Chevallier, Chevassus-Masia, MM. Corazzol, Coste, Coulon, Darne JC., David G., Desbos, Deschamps, Mme Dubos, MM. Dumas, Ferraro, Flaconnèche, Fleury, Forissier, Galliano, Genin, Geourjon, Mme Ghemri, MM. Gignoux, Gillet, Gléréan, Goux, Grivel, Guimet, Mme Hamdiken-Ledesert, MM. Huguet, Imbert Y, Imbert A, Jacquet, Joly, Justet, Kabalo, Lambert, Lebuhotel, Léonard, Lévêque, Mme Levy, MM. Llung, Longueval, Louis, Lyonnet, Meunier, Millet, Morales, Muet, Nissanian, Mmes Pesson, Pierron, MM. Plazzi, Quiniou, Mmes Revel, Roger-Dalbert, MM. Rousseau, Rudigoz, Sangalli, Sturla, Suchet, Terrot, Thivillier, Mme Tifra, MM. Touleron, Touraine, Uhlrich, Mmes Vallaud-Belkacem, Vessiller, MM. Vial, Vincent, Vurpas, Mme Yéréman.

Absents excusés : Mme Pédrini (pouvoir à Mme Gelas), M. Sécheresse (pouvoir à M. Kabalo), Mme Peytavin (pouvoir à M. Thivillier), MM. Blein (pouvoir à Mme David M.), Julien-Laferrière (pouvoir à M. Ferraro), Mme Bailly-Maitre (pouvoir à M. Jacquet), M. Balme (pouvoir à M. Plazzi), Mme Benelkadi (pouvoir à M. Arrue), MM. Bernard B (pouvoir à Mme Vessiller), Braillard (pouvoir à Mme Frih), Chabert (pouvoir à Mme Levy), Chabrier (pouvoir à M. Llung), Cochet (pouvoir à M. Forissier), Mme Dagorne (pouvoir à M. Dumas), MM. Fournel (pouvoir à Mme Besson), Gentilini (pouvoir à M. Terrot), Havard (pouvoir à M. Buffet), Le Bouhart (pouvoir à M. Millet), Lelièvre (pouvoir à M. Huguet), Ollivier (pouvoir à M. Reppelin), Mmes Palleja, Perrin-Gilbert (pouvoir à M. Lebuhotel), MM. Petit (pouvoir à M. Meunier), Pili (pouvoir à M. Longueval), Pillon (pouvoir à Mme Roger-Dalbert), Réale (pouvoir à M. Passi), Roche (pouvoir à M. David G.), Serres (pouvoir à M. Sturla), Thévenot (pouvoir à M. Gignoux), Vaté (pouvoir à M. Quiniou), Vergiat (pouvoir à M. Grivel).

Absents non excusés : Mme Bab-Hamed, MM. Giordano, Pillonel, Turcas.

Séance publique du 28 juin 2010**Délibération n° 2010-1569**

commission principale : finances, institutions et ressources

objet : **Exercice 2010 - Décisions modificatives - Tous budgets**

service : Délégation générale aux ressources - Direction des finances - Service de la prévision budgétaire

Le Conseil,

Vu le rapport du 9 juin 2010, par lequel monsieur le président expose ce qui suit :

Il est soumis, à l'approbation du Conseil, diverses propositions de modifications de crédits ouverts par nature et par chapitre, pour l'année 2010.

Les unes sont des virements à l'intérieur des dépenses ou des recettes prévues, les autres augmentent ou réduisent, d'un montant égal, les prévisions de recettes ou de dépenses.

Conformément à l'arrêté ministériel en date du 22 décembre 2006 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M 14, la présentation respecte la forme de la maquette budgétaire réglementaire.

I - Budget principal - section de fonctionnement

Les décisions modificatives présentées au Conseil proposent des ajustements de prévisions budgétaires par transfert de crédits qui s'équilibrent entre eux, mais aussi par inscription de dépenses supplémentaires, financées par des recettes nouvelles ou par un prélèvement sur les dépenses imprévues.

La masse budgétaire en fonctionnement est ainsi augmentée de 1,731 M€, ce qui porte à 1 180,694 M€ le montant du budget pour cette section.

Le financement des propositions nouvelles de dépense de cette décision modificative est assuré par :

- des recettes complémentaires à hauteur de 1,731 M€, soit 0,839 M€ de fonds européens (chapitre 74), 0,408 M€ de recettes Vélo'v supplémentaires (chapitre 70), 0,112 M€ de régularisations de charges (chapitre 013), 0,356 M€ de reprise de provision (chapitre 78) et 0,016 M€ d'annulations de mandats sur exercices antérieurs,

- un ajustement de crédits entre chapitres de 0,392 M€ et un prélèvement sur les dépenses imprévues de 1,339 M€ (chapitre 022).

1 - Les dépenses nouvelles non prévues au budget primitif à financer sur le budget général

La mise en place du prélèvement automatique des taxes foncières et le financement des taxes foncières des terrains de la Société d'aménagement et de construction de la ville de Lyon (SACVL) à Gerland, nouvellement intégrés au patrimoine communautaire, s'élèvent à 0,800 M€ (chapitre 011).

Les délais de mise en place de la mission Part-Dieu n'avaient pas permis d'anticiper les budgets nécessaires à son fonctionnement avec précision. La dotation de 0,250 M€ prévue au budget primitif apparaît insuffisante au regard des dépenses à engager. Frais d'études, communication, concertation, assistance à maîtrise d'ouvrage pour la mise en oeuvre du Projet Part-Dieu, sont à l'origine de la demande d'inscription budgétaire complémentaire de 0,600 M€ au chapitre 011.

Suite au tremblement de terre du 12 janvier 2010, la Communauté urbaine de Lyon a voté une aide exceptionnelle en faveur d'Haïti, versée à l'association Handicap International, pour un montant de 0,100 M€ - délibération n° 2010-1320 du 15 février 2010. L'inscription proposée au chapitre 67 correspond à la régularisation budgétaire de ce mandat.

2 - Les dépenses nouvelles financées par des recettes affectées

Le bonus et l'intéressement Vélo'v, à verser à JC. Decaux, pour l'année 2010, en raison de l'augmentation des recettes Vélo'v, de 0,408 M€ (chapitre 70), nécessitent un ajustement de la prévision de respectivement 0,326 M€, au chapitre 011 et 0,058 M€ au chapitre 67.

Dans le cadre des projets européens, la Communauté urbaine bénéficie de subventions utilisables à son profit ou qui doivent être redistribuées à ses partenaires. Par ailleurs, des écritures comptables sont nécessaires pour valoriser les frais de personnel imputables aux projets :

- pour le projet européen Urbameco, la subvention de l'Europe, à encaisser en 2010 s'élève à 0,317 M€ (chapitre 74), la valorisation des frais de personnel représente 0,059 M€ (chapitre 013, en recettes sur le budget général et chapitre 011, pour l'affectation au projet européen),
- pour le projet européen Clusnet, la subvention de l'Europe, à encaisser en 2010 s'élève à 0,271 M€ (chapitre 74), dont 0,202 M€ à reverser à nos partenaires (chapitre 65) et 0,070 M€, au titre des dépenses propres engagées par la Communauté urbaine (chapitre 011). La valorisation des frais de personnel représente 0,053 M€ (chapitre 013, en recettes sur le budget général et chapitre 011, pour l'affectation au projet européen),
- pour le projet européen Concerto Renaissance Recept, la subvention de l'Europe, à encaisser en 2010, s'élève à 0,250 M€ (chapitre 74), dont 0,250 M€ à reverser à nos partenaires (chapitre 65).

Une reprise de provision au chapitre 78, pour le paiement d'indemnités versées au chapitre 67 à la société Jardin de France, transférée du marché gare de Perrache, Lyon 2°, au Marché d'intérêt national (MIN) à Corbas, est prévue pour 0,356 M€.

3 - Les régularisations

Par application des conventions en vigueur, le montant de certaines participations communautaires à verser en 2010 permet de dégager un solde positif au chapitre 65 qui, utilisé à hauteur de 0,235 M€, contribue à l'équilibre de cette décision modificative :

- pour le Centre des congrès, la subvention 2010 est ramenée à 0,321 M€ (- 0,130 M€),
- pour le Service départemental d'incendie et de secours (SDIS), la subvention 2010 est ramenée à 27,259 M€ (- 0,070 M€),
- pour le Syndicat mixte des transports pour le Rhône et l'agglomération lyonnaise (SYTRAL), la subvention est ramenée à 121,358 M€ (- 0,035 M€).

Au chapitre 67, la prévision des annulations de titres sur exercice antérieur doit être revue à la hausse :

- en effet, les pénalités de retard appliquées à GL Events en 2009, dans le cadre de l'exploitation du Centre de congrès, ont été ramenées de 0,060 M€ à 0,027 M€, soit 0,033 M€, à reverser par la Communauté urbaine,
- des réfections de tranchées, pour lesquelles des titres avaient été émis en 2009, pour 0,135 M€, ont dû être annulées en l'absence de travaux réalisés,
- l'application, à tort, de TVA sur certains loyers de la ZAC du Tonkin II à Villeurbanne, entraîne l'annulation d'une partie des titres émis, à hauteur de 0,090 M€,
- la résiliation de baux commerciaux, pour les locaux du Centre d'échanges Lyon-Perrache (CELP) conduit à des annulations de loyer, pour 0,013 M€.

Les autres régularisations sur exercices antérieurs impactent le budget, en dépenses, à hauteur de 0,045 M€ et en recettes, au chapitre 77, à hauteur de 0,016 M€.

Toujours au chapitre 67, un abondement de la prévision est nécessaire pour le versement d'indemnités de résiliation de marché et d'intérêts moratoires (+ 0,099 M€) et les résiliations d'abonnements ou autres remboursements consentis aux usagers du Boulevard périphérique nord de Lyon (BPNL) (0,015 M€).

Au budget primitif 2010, la prévision des recettes provenant des loyers du CELP a été imputée par erreur au chapitre 70 pour 0,340 M€, qu'il convient de transférer au chapitre 75.

II - Budget principal - section d'investissement

Les décisions modificatives augmentent la prévision budgétaire de 4,507 M€ et portent à 729,710 M€ le montant du budget pour cette section.

Le financement des propositions nouvelles de cette décision modificative est assuré en particulier par :

- un redéploiement des crédits de dépenses en attente d'affectation (1,000 M€ - chapitres 20, 21, 23) et des redéploiements des enveloppes des directions aux chapitres 23 (- 2,261 M€) et 458 (- 0,050 M€) ; une réduction de la sûreté budgétaire (- 0,450 M€),

- en recettes, une diminution des inscriptions aux chapitres 13 (- 1,720 M€) et 458 (- 0,140 M€) pour financer notamment les annulations de mandats prévues vers les comptes d'immobilisation des chapitres 21, 23 et en travaux pour le compte de tiers (chapitre 458).

1 - les mouvements réels

a) - les annulations sur exercices antérieurs :

Les annulations de titres représentent un montant de 1,372 M€ et les annulations de mandats la somme de 2,411 M€. Ces titres annulés ainsi que ces mandats sont réémis partiellement pour respectivement 0,344 M€ et 0,583 M€.

Au chapitre 13, les annulations de titres s'établissent à 0,372 M€, leur réémission partielle est proposée aux chapitres 13 (0,013 M€) et 458-2 (0,331 M€).

Au chapitre 21, les annulations de mandats pour 0,777 M€ sont en partie à réémettre sur des mandats de travaux confiés par des tiers (0,153 M€). Elles comprennent des déconsignations au profit de la Communauté urbaine (0,526 M€) ; l'inscription de la prévision de recettes correspondante permet d'abonder, en dépenses, le chapitre 21 pour financer de nouvelles acquisitions.

Au chapitre 23, l'annulation de mandats représente 0,752 M€ dont une partie est réémis sur des comptes de tiers pour 0,428 M€.

Les régularisations sur exercices antérieurs relatives à des travaux pour compte de tiers représentent une ouverture de crédit de dépenses de 0,999 M€ : il s'agit d'annulations de titres. Ces mouvements sont proposés sans réémission. En recette, 0,882 M€ rendraient possible l'annulation de mandats, en partie réémis sur le même chapitre pour la somme de 0,429 M€.

L'ouverture des prévisions de recettes pour l'annulation de mandats sans réémission conduit à la réduction de la participation de l'Etat attendue pour les programmes des aides à la pierre, soit - 1,720 M€. L'inscription correspondante s'établirait après le vote de la décision modificative à 15,610 M€,

b) - les nouvelles inscriptions budgétaires :

Le fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée est augmenté de 0,022 M€ pour des reversements à la région Rhône-Alpes et à la ville de Villeurbanne pour les opérations de construction de l'Ecole nationale supérieure (ENS) et de l'Ecole Nationale Supérieurs des Sciences de l'Information et des Bibliothèques (ENSSIB).

Une inscription de 1,400 M€ est proposée pour le financement de subventions d'équipements, au chapitre 204 :

- 1,000 M€ à verser au budget de l'assainissement pour assurer les dépenses de construction du collecteur des eaux pluviales à Meyzieu,

- 0,400 M€ couvriraient les besoins complémentaires pour le projet européen Concerto.

Ces dépenses sont rendues possibles grâce à la réduction des dépenses imprévues pour - 0,428 M€ et l'inscription de nouvelles recettes :

- 0,400 M€ pour la participation au projet européen Concerto (chapitre 13),

- 0,572 M€ d'ajustement des produits des amendes de police.

Les acquisitions foncières préemptées pour le compte des communes et financées par elles, font l'objet d'inscriptions budgétaires nouvelles en dépenses pour 0,780 M€ et en recettes pour 0,600 M€ sur les chapitres 458.

De nouveaux comptes de tiers pourraient également faire l'objet d'une prévision en dépenses. Il s'agit en particulier des mandats de travaux pour le Boulevard urbain est (BUE) rue du Dauphiné à Saint Priest (0,300 M€), pour les aménagements des espaces extérieurs des bâtiments Bioforce à Vénissieux (0,180 M€), pour la requalification des abords de la MJC à Rillieux la Pape (0,300 M€).

Le conseil municipal de Grigny a approuvé en 2001 la réalisation de la ZAC Chantelot à Grigny. Les travaux primaires de ZAC ont été engagés en 2006. Par délibération n° 2006-3380 du 2 mai 2006, le conseil de Communauté a approuvé la liste des Zones d'aménagement concerté (ZAC) et Plan d'aménagement d'ensemble (PAE) en cours d'exécution, qui seraient poursuivis par les communes de Givors et Grigny après leur intégration à la Communauté urbaine, et la participation communautaire au bilan final de la ZAC VMC, dans la limite de 2 M€. Dans l'attente du versement de cette participation, la Communauté urbaine propose le versement d'une avance de 1 M€ à la ville de Grigny (chapitre 27). Le financement pourrait être assuré à partir des crédits de paiement ouverts au chapitre 23.

Des inscriptions complémentaires proposées pour des travaux dans les cimetières communautaires de l'agglomération lyonnaise sont identifiées pour 0,031 M€ (chapitre 23).

Les écritures liées au transfert du droit à déduction de la TVA pour des travaux complémentaires Cité des congrès à Lyon sont comptabilisées, en recettes réelles, pour 0,020 M€ (chapitre 27) et en mouvements d'ordre équilibrés présentés ci-dessous.

2 - Les inscriptions pour ordre

a) - le transfert du droit à déduction de la TVA :

Des inscriptions pour la récupération de la TVA, relatives à des travaux complémentaires effectués pour des équipements en délégation de service public, notamment la salle 3000 et son parking à Lyon 6° sont identifiées pour 0,020 M€, en dépense et en recette,

b) - les cessions de terrains et de mobiliers à titre gratuit :

La Communauté urbaine consent des cessions foncières de terrains, d'immeubles et de délaissés de voirie, à titre gratuit, à des personnes de droit privé ou à des organismes publics. Ces transactions sont enregistrées sur la base des valeurs historiques des biens remis. Les opérations contractualisées correspondent à une somme totale de 0,674 M€. Ces sorties de terrains de l'état de l'actif communautaire constituent des écritures pour ordre retracées en dépenses, au chapitre 204, et en recettes à la subdivision intéressée du chapitre 21,

c) - la clôture des mandats de travaux :

Il s'agit de prévoir les écritures qui permettront cette année la clôture comptable de trois mandats confiés par des tiers à la Communauté urbaine. Elles représentent 0,160 M€ de prévisions supplémentaires en dépenses comme en recettes et sont détaillées ci-après.

Dans le cadre du projet d'aménagement de la promenade Lénine - secteur école Martin Luther King et des copropriétés Belledonne à Vaulx en Velin, la Ville a confié à la Communauté urbaine, par conventions en dates des 22 juillet 2000 et 11 décembre 2001, la mise en œuvre des travaux d'éclairage public et l'aménagement des espaces verts. Les dépenses réalisées sur le chapitre 458 179 s'élèvent à 0,078 M€. Les participations financières de la Ville et de l'association syndicale des propriétaires s'élèvent à 0,074 M€. Les équipements ont été remis par procès-verbal le 28 avril 2008. La Communauté urbaine finance la différence, soit 0,004 M€ enregistrés au compte 204 410 pour clore les chapitres 458 179 et 458 279.

Il en est de même pour la ville d'Albigny sur Saône qui a confié à la Communauté urbaine, par convention du 15 mars 2006, la revalorisation des abords de la gare, notamment l'aménagement des espaces verts. Les ouvrages réalisés ont été remis par procès-verbal le 30 avril 2010. Les paiements sur le chapitre 458 112 s'établissent à 0,175 M€. Les contributions financières de la ville s'élèvent à 0,039 M€.

Il convient de clore les comptes 458 112 et 458 212 en prévoyant l'émission d'un mandat de 0,136 M€ au compte 204 410.

Enfin, suite à la politique de requalification des espaces publics de l'agglomération lyonnaise, la Communauté urbaine s'est vue confier par la ville de Chassieu la réalisation de ses espaces publics dans le centre-ville. Les ouvrages ont été remis à la ville de Chassieu le 9 mars 2009 par procès-verbal. Les dépenses se rapportant au chapitre 458 183 totalisent 0,448 M€. La participation financière totale de la ville a été enregistrée pour 0,468 M€.

Afin de clore ces comptes de tiers, il y a lieu de procéder à l'émission d'un titre au chapitre 132, pour un montant de 0,020 M€.

III - Budget principal - mouvements inter-sections

La diminution de 1,340 M€ du virement de la section de fonctionnement (chapitre 023) à l'investissement (chapitre 021), permet de financer des écritures d'ordre d'amortissement : chapitres globalisés 040 en recettes d'investissement et 042 en dépenses de fonctionnement.

Le virement de la section de fonctionnement à la section d'investissement s'établirait ainsi à 115,008 M€.

IV - Budget principal et budget annexe des opérations d'urbanisme en régie directe (BAOURD) - mouvements inter-budgétaires

L'équilibre du budget des opérations d'urbanisme en régie directe a été assuré, depuis 1998, par une avance de crédit consentie par le budget principal.

Une régularisation du solde débiteur des immobilisations financières de 8 centimes est proposée, suite à la demande du Comptable du Trésor, au chapitre 6.

Une dernière annuité doit être encaissée de la Société civile immobilière (SCI) du parc de Gerland, pour un montant de 0,221 M€ (chapitre 27) après une vente de terrain aménagé consentie en paiement échelonné. Cette recette permet de constituer une réserve pour dépenses imprévues au chapitre 020.

V - Budget annexe des eaux - section d'exploitation

Les décisions modificatives, présentées au Conseil, proposent des ajustements de prévisions budgétaires par transfert de crédits qui s'équilibrent entre eux, mais aussi par inscription de dépenses supplémentaires financées par des recettes nouvelles ou par un prélèvement sur les dépenses imprévues.

La masse budgétaire en fonctionnement est ainsi augmentée de 0,253 M€, ce qui porte à 20,999 M€ le montant du budget pour cette section.

La mise en place du prélèvement automatique des taxes foncières s'élève à 0,030 M€ (chapitre 011).

Les prestations topographiques et inspections télévisées réalisées par la Communauté urbaine, pour la ligne de tramway T 2 (chapitre 011), sont prises en charge par le Sytral (chapitre 77) pour un montant de 0,030 M€, représentant la totalité de la dépense.

Conformément aux délibérations prises par le conseil de Communauté en janvier et mars 2010, un partenariat est mis en œuvre avec Madagascar, le Sénégal, la République Centrafricaine, le Niger, le Mali et le Burkina Faso, pour faciliter l'accès à l'eau potable. Les dépenses à engager, à hauteur de 0,223 M€, sous forme de subventions à projets (chapitre 67), sont financées par le Fonds eau (chapitre 74).

La provision pour intérêts moratoires (chapitre 67) peut être abondée à partir d'un prélèvement sur le chapitre 011, à hauteur de 0,003 M€.

L'équilibre budgétaire est réalisé à partir de la sûreté budgétaire (chapitre 022) : - 0,030 M€.

VI - Budget annexe des eaux - section d'investissement

Les décisions modificatives proposées, pour un montant de 1,517 M€, portent le budget à 27,015 M€.

La correction des écritures émises sur des exercices antérieurs est prévue en équilibre, en mouvements réels et d'ordre, aux chapitres 23, 27 et 041 pour 664,51 €.

La récupération de la TVA relative à la construction de réseaux d'eau potable constitue une recette supplémentaire de 0,758 M€ pour des travaux de mise en sécurité du site de Croix-Luizet et des aires d'accueil des gens du voyage.

VII - Budget annexe de l'assainissement - section d'exploitation

Les décisions modificatives présentées au Conseil proposent des ajustements de prévisions budgétaires par transfert de crédits qui s'équilibrent entre eux, mais aussi par inscription de dépenses supplémentaires, financées par des recettes nouvelles.

La masse budgétaire en fonctionnement est ainsi augmentée de 0,143 M€, ce qui porte à 102,885 M€ le montant du budget pour cette section.

Les prestations topographiques et inspections télévisées réalisées par la Communauté urbaine, pour la ligne de tramway T 2 (chapitre 011) sont prises en charge par le Sytral (chapitre 77) pour un montant de 0,045 M€, représentant la totalité de la dépense.

Conformément aux délibérations prises par le conseil de Communauté en janvier et mars 2010, un partenariat est mis en œuvre avec Madagascar, le Sénégal et le Burkina Faso, pour l'évacuation et le traitement des eaux usées. Les dépenses à engager à hauteur de 0,098 M€, sous forme de subvention à projet (chapitre 67) sont financées par le Fonds eau (chapitre 74).

Un ajustement de la participation communautaire à la dette contractée par le Syndicat pour la station d'épuration de Givors (SYSEG), pour assurer l'assainissement des effluents de la commune de Givors, doit être effectué pour un montant de 0,011 M€ (chapitre 67).

La provision pour intérêts moratoires (chapitre 67) peut être abondée à partir d'un prélèvement sur le chapitre 011, à hauteur de 0,010 M€.

Les annulations de titres sur exercices antérieurs, liées à l'abandon de permis de construire ou de travaux éligibles à la redevance pour raccordement à l'égout, représentent 0,150 M€ (chapitre 67).

L'équilibre budgétaire est réalisé à partir de la sûreté budgétaire (chapitre 022) : - 0,162 M€.

VIII - Budget annexe de l'assainissement - mouvements inter-sections

Les écritures de sortie patrimoniale des matériels informatiques faisant l'objet de vol ou de destruction, sont retranscrites en dépenses de fonctionnement au chapitre 042 et en recettes d'investissement, au chapitre 040, pour un coût résiduel de 642,14 €. Le financement est assuré par un prélèvement sur les dépenses imprévues de fonctionnement (chapitre 022).

La diminution de 2,940 M€ du virement de la section de fonctionnement (chapitre 023) à l'investissement (chapitre 021) permet de financer des écritures d'ordre d'amortissement : chapitres globalisés 040 en recettes d'investissement et 042 en dépenses de fonctionnement.

Le financement de l'annulation d'un titre sur exercice antérieur (chapitre 67), à réémettre en section d'investissement (chapitre 27), pour solder le compte d'avance ouvert dans le cadre du contentieux avec les Docks Lyonnais, se traduit par l'inscription budgétaire de 0,574 M€.

Ces écritures sont rendues possibles également par un ajustement du virement à la section d'investissement, en dépenses de fonctionnement (chapitre 023) et en recettes d'investissement (chapitre 021).

Le virement de la section de fonctionnement à l'investissement s'établirait ainsi à 15,484 M€.

IX - Budget annexe de l'assainissement - section d'investissement

La prévision budgétaire est augmentée de 1,716 M€ et porte ce budget à 120,833 M€.

1 M€ est proposé pour financer la construction d'un collecteur d'eaux pluviales rue Jean Jaurès à Meyzieu (chapitre 23). L'opération a été financée par une autorisation de programme individualisée le 30 avril 2010. S'agissant d'un ouvrage qui récupère les eaux de pluie, le montant des travaux est couvert par une subvention du budget principal prévue simultanément.

La régularisation de l'avance forfaitaire accordée dans le cadre des travaux de la Station d'épuration (STEP) de la Feyssine pour 0,710 M€ est également prévue en recettes réelles ainsi que son immobilisation en dépenses, pour le même montant (chapitre 23).

0,125 M€ seraient à inscrire au chapitre 20 et correspondent, d'une part, aux primes allouées au lauréat du concours de maîtrise d'oeuvre de la station d'épuration de Neuville-Genay et, d'autre part, aux indemnités du jury de concours. Cette dépense est financée par un redéploiement de crédits (chapitre 23).

La Communauté urbaine réalise des acquisitions foncières à titre gratuit auprès de personnes de droit privé ou d'organismes publics. Ces transactions sont enregistrées sur la base des valeurs des biens remis, soit une somme de 0,005 M€ (chapitre 041) ;

Vu ledit dossier ;

Oui l'avis de sa commission finances, institutions et ressources ;

DELIBERE

Décide la mise à jour, par décision modificative, des prévisions budgétaires par chapitre, selon les états annexés à la présente délibération.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,

Reçu au contrôle de légalité le : 30 juin 2010.